

ferroviaire entre Montluçon-Ville et Nérès-les-Bains, Montluçon et Pionsat [24 janvier 1958] (p. 238); — de M. Bruyneel relative aux déclarations d'un haut fonctionnaire de la sécurité aérienne [24 janvier 1958] (p. 239); — de M. Privat relative au non-lieu concernant une plainte portée contre l'Office national de navigation [14 février 1958] (p. 773); — de M. Parrot relative à l'achat d'appareils quadrireacteurs par la Société nationale Air-France [28 février 1958] (p. 1140, 1141). — Prend part à la discussion : d'urgence d'un projet de loi relatif à la représentation française à l'Assemblée unique des communautés européennes : *Problème des suppléants, utilité de ce système surtout pour les représentants d'outre-mer, compatibilité avec les traités* [4 mars 1958] (p. 1190, 1191); — du projet de LOI DE FINANCES, Deuxième partie, Crédits d'investissements, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : *Electrification de la S. N. C. F., fonds routier, construction d'autoroutes et institution de péages, les réalisations allemandes (autoroute du Sud), situation de nos voies navigables, institution temporaire d'un péage national sur les voies d'eau, les ports maritimes (amélioration de l'estuaire de la Seine, approfondissement de la passe de Port-de-Bouc)* [10 mars 1958] (p. 1409, 1410); *Motion préjudicielle de M. Privat (Designation d'une commission parlementaire chargée d'enquêter sur les agissements d'un haut fonctionnaire de l'Office national de navigation)* (p. 1410, 1411); *le port de Cherbourg, les crédits routiers, la protection contre les inondations* (p. 1414, 1415, 1416, 1417); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE : *équipement des aérodromes, sécurité de la navigation aérienne, problème des lignes aériennes, Société Air-Inter, l'aérodrome d'Orly et le pont de Wissous* (p. 1425). — Donne sa démission de *Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme* [15 avril 1958] (p. 2154). — Cesse d'expédier les affaires courantes [14 mai 1958] (*J. O.* du 14 mai 1958, p. 4623). — Est nommé *Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme* (Cabinet Pierre Pflimlin) [14 mai 1958] (*J. O.* du 14 mai 1958, p. 4623). — Présente sa démission de *Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme* le 28 mai 1958 Cette démission est acceptée le 31 mai 1958 (séance du 1<sup>er</sup> juin 1958, p. 2575). — S'excuse de son absence [21 février 1956]

(p. 375), [28 février 1956] (p. 539), [31 mai 1956] (p. 2148). — Obtient des congés [21 février 1956] (p. 375), [28 février 1956] (p. 539), [31 mai 1956] (p. 2148).

**BONNET (M. Christian)**, *Député du Morbihan (M. R. P.)*.

Son élection est validée [27 janvier 1956] (p. 116). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de la marine marchande et des pêches [31 janvier 1956] (p. 161), [24 février 1956] (p. 514), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est désigné par la Commission de la marine marchande et des pêches pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles et des sociétés d'économie mixte [24 février 1956] (p. 514), [19 novembre 1957] (p. 4889). — Est nommé membre de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel [29 février 1956] (p. 572).

#### Dépôts :

Le 8 décembre 1956, une proposition de résolution tendant à modifier le cinquième alinéa de l'article premier de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950 modifiant elle-même celle du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée et complétée par la loi du 18 avril 1952, n° 3490 (rectifié). — Le 11 décembre 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi du 4 décembre 1913 réorganisant le crédit maritime mutuel, n° 3511. — Le 7 mars 1957, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi (n° 3511) de M. Christian Bonnet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 15 de la loi du 4 décembre 1913 réorganisant le crédit maritime mutuel, n° 4432. — Le 14 mai 1957, une proposition de loi relative à la taxe piscicole, n° 4967. — Le 18 octobre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les redevables, dont la patente a augmenté de plus de 20 0/0, à limiter leur contribution à ce titre, jusqu'à examen de leur cas, à un versement provisionnel de même montant que leur

imposition de 1956, n° 5832. — Le 28 octobre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures de nature à pallier les conséquences d'une campagne sardinière sans précédent, n° 5850. — Le 21 février 1958, un rapport d'information au nom de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte (art. 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947, complété et modifié par la loi n° 47-1213 du 3 juillet 1947, par l'article 28 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953 et par l'article 23 de la loi n° 53-366 du 3 avril 1955) (Résolution n° 906 du 6 décembre 1957) sur la Compagnie générale transatlantique, n° 6684.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au paiement de la journée chômée du 2 janvier (élections de 1956) en qualité de *Rapporteur pour avis* [6 mars 1956] (p. 677); [20 mars 1956] (p. 1049); — du projet de loi concernant l'attribution des pouvoirs spéciaux pour l'Algérie : *Critique de l'action de M. Demarquet en Algérie* [9 mars 1956] (p. 826); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME (III. MARINE MARCHANDE), Chap 31-01 : *Vente par une compagnie maritime de 3 bateaux affectés à la ligne d'Indochine, modalités d'attribution des prêts du crédit mutuel maritime, réajustement des pensions des inscrits maritimes, problème des congés dans la marine marchande, réforme de la formation professionnelle, situation lamentable de la recherche scientifique et technique dans le domaine de la pêche, conséquences de la libération des échanges des produits de la mer* [12 juin 1956] (p. 2533 à 2535); Art. 5 : *Aide à la construction navale, autorisation de programme : prix international d'un paquebot de 55.000 tonnes; fonctionnement de la loi d'aide à la construction navale* [20 juin 1956] (p. 2819); — du projet de loi prévoyant des mesures de protection en faveur des militaires rappelés ou maintenus sous les drapeaux : *Nécessité de maintenir une stricte égalité entre les rappelés* [19 juin 1956] (p. 2739); Art. 10 : *Son amendement accordant la garantie de l'emploi aux engagés et réengagés* (p. 2756); —

des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Ses observations sur la réforme nécessaire des institutions (Position du mouvement des nouveaux élus)* [23 octobre 1956] (p. 4282, 4283); — du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, Art. 16 : *Sa demande d'ajournement du débat* [19 novembre 1956] (p. 4857); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 : *Niveau record du déficit budgétaire, cherté des prix français, déficit de la balance commerciale, évaluation des subventions directes et indirectes, incertitudes sur la politique du crédit, conséquences des importations sur la situation de l'agriculture, surévaluation des recettes, nécessité d'une réforme fiscale, réduction nécessaire du train de vie de la nation* [21 novembre 1956] (p. 4977 à 4979); Art. 14, Etat C, AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Titres III et IV : *Révision nécessaire des accords conclus entre Air France et les compagnies privées, subventions excessives versées à Air France, exploitation déficitaire du matériel français, réforme nécessaire de la gestion d'Air France (Longueur du réseau, composition de la flotte, méthodes commerciales)* [29 novembre 1956] (p. 5301 à 5304); MARINE MARCHANDE, Titres III et IV : *Ravitaillement des pêcheurs en carburant, organisation de l'apprentissage et de l'enseignement, spécialisation nécessaire des écoles, recrutement des professeurs, situation de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes* [30 novembre 1956] (p. 5355, 5356); COMMISSARIAT GÉNÉRAL AU PLAN, Titre III : *Plan d'expansion économique de la Bretagne* [1<sup>er</sup> décembre 1956] (p. 5406); — du projet de loi créant une organisation commune des régions sahariennes : *Ses explications de vote; observations sur le choix du délégué général* [14 décembre 1956] (p. 6025). — Pose à M. le Ministre des Affaires économiques et financières une question orale relative à la vie économique des Iles bretonnes [22 février 1957] (p. 1068). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (Constitution) : *Ses observations sur la dégradation de la notion d'Etat, l'instabilité et l'impuissance de l'exécutif, les propositions du M. R. P., les initiatives que doit prendre le Gouvernement* [14 mars 1957] (p. 1591 à 1593), — Pose à M. le Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande une question orale relative

à la diminution des prestations familiales de certains marins pêcheurs [12 avril 1957] (p. 2231). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur les institutions d'Algérie : *Inadaptation de la loi-cadre aux véritables problèmes algériens, nécessité d'un corollaire constitutionnel, analyse des réformes à apporter dans le domaine économique, administratif (Insuffisance actuelle, rôle des militaires), social (Égalité, dignité et égal respect des membres des deux communautés) et militaire; importance des facteurs psychologiques, regain de confiance dans les régions où se manifeste la présence française, nécessité de donner aux ralliés des garanties solides (Destruction de l'O. P. A.) et d'affirmer la volonté de la France de demeurer présente en Algérie, conséquences néfastes de la faiblesse et de la lenteur de la justice française (Arrestation des membres du F. L. N., assassinat d'Ali Chekkal, élargissement des criminels), nécessité primordiale d'une volonté de réformer* [25 septembre 1957] (p. 4345, 4346, 4347), — des conclusions d'un rapport supplémentaire relatif à la révision constitutionnelle : *Ses explications de vote sur la question de confiance; nécessité de voter la réforme malgré son insuffisance, affaiblissement progressif du Gouvernement au profit des féodalités politiques, économiques, syndicales et administratives, nécessité d'une réforme du règlement et du système électoral, absence fâcheuse de responsabilités, politique de compromis renouvelés, manque d'information du pays, nécessité de sauver la démocratie menacée* [18 mars 1958] (p. 1615, 1616, 1617). — Pose à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, une question orale relative à l'institution publique d'éducation surveillée de Belle-Ile en mer [24 janvier 1958] (p. 237, 238). — S'excuse de son absence [12 novembre 1957] (p. 4709); [28 janvier 1958] (p. 282); [4 février 1958] (p. 494); [25 février 1958] (p. 978). — Obtient des congés [12 novembre 1957] (p. 4709); [28 janvier 1958] (p. 282) [4 février 1958] (p. 494).

**BONNET (M. Georges)**, Député de la Dordogne (R. G. R.).

Son élection est validée [2 février 1956] (p. 178). — Est nommé membre titulaire de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est

désigné par la Commission des finances pour faire partie : de la Sous-Commission chargée d'émettre un avis sur les taxes parafiscales et de péréquation [10 février 1956] (p. 253), [18 octobre 1957] (p. 4537); de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [24 février 1956] (p. 514), [18 octobre 1957] (p. 4537).

#### Dépôts :

Le 20 avril 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à émettre un emprunt national en vue de venir en aide aux agriculteurs dont les récoltes ont été détériorées par le gel, **n° 1593**. — Le 2 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des avances en nature aux agriculteurs sinistrés, **n° 1720**. — Le 13 juin 1956, une proposition de loi portant : 1° suppression de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires ; 2° création d'un fonds national des collectivités locales ; 3° institution d'une taxe sur la consommation des produits énergétiques, **n° 2174**. — Le 13 juin 1956, une proposition de loi portant suppression de la taxe sur la valeur ajoutée et de la taxe sur les prestations de services et institution d'une taxe sur les produits et d'une taxe sur les services, **n° 2175**. — Le 14 juin 1956, une proposition de loi tendant à la création d'un centre national de recouvrement et de répartition des taxes parafiscales, **n° 2178**. — Le 15 janvier 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter le décret n° 54-246 du 1<sup>er</sup> mars 1954 portant statut du personnel de l'Office national interprofessionnel des céréales, **n° 3783**. — Le 7 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours aux sinistrés victimes des éboulements de rochers, survenus à La Roque-Gageac (Dordogne), **n° 4073**. — Le 13 février 1957, une proposition de loi tendant à accorder aux cheminots anciens combattants le bénéfice de la double campagne accordé aux fonctionnaires et aux ressortissants de certains services publics, **n° 4109**. — Le 28 octobre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un texte de loi par lequel le taux de la T.V.A. applicable à certains artisans fiscaux